

AGRICULTURE VIVRIERE & D'EXPORTATION



Juin 2006

Centre d'Information et de Documentation Economique

Généreusement doté par la nature, le Cameroun présente des conditions idéales pour assurer sa sécurité alimentaire et servir de grenier pour les autres pays de la sous-région. Les terres y sont fertiles, les milieux naturels et les climats particulièrement diversifiés, ce qui permet de réaliser tout type de culture. L'agriculture est d'une importance vitale pour l'économie camerounaise. elle occupe près de 60% de la population active pour un produit intérieur brut de près de Fcfa 1300 milliards en 2003 soit 20% du PIB global et plus du tiers des recettes en devises..

POTENTIEL ET ENVIRONNEMENT

L'agriculture camerounaise s'articule autour de deux secteurs : le secteur traditionnel dominé par la culture des produits vivriers et le secteur moderne d'agriculture d'exportation.



L'agriculture occupe 60% de la population active, soit près de 4 millions d'habitants

LES PRODUITS VIVRIERS, LES FRUITS ET LEGUMES

Cette filière se porte relativement bien malgré les modestes moyens de production que disposent les agriculteurs. Ce sont les

associations/coopératives dont la multiplication a été encouragée par la Loi du 14 août 1992, qui impulsent le dynamisme de la filière et supervisent la commercialisation de ces productions. Durant la dernière décennie, la croissance du PIB agricole a été tirée par les cultures vivrières qui ont connu un taux de croissance annuel moyen de 4,9% contre 1,6% pour les cultures industrielles. La production était évaluée à Fcfa 1.143 milliards en 2003 contre Fcfa 472 en 1993 soit un triplement en l'espace d'une décennie. Les produits les plus importants sont les fruits et légumes, la banane plantain, les tubercules, les tourteaux, le maïs, le haricot, les pommes de terre.

En cinq ans, des améliorations sensibles ont été obtenues sur les produits sélectionnés. La production d'*ananas* est passée de 46.000 tonnes en 2001 à près de 76.000 tonnes en 2003 soit une hausse de 65% en deux ans.

Pour booster la production, le MINADER entend multiplier par 5 les surfaces cultivées qui sont actuellement de 100 Ha dans l'hypothèse d'une logistique permettant d'assurer la compétitivité sur les marchés extérieurs. Il s'agira d'aménager les terminaux portuaires et aéroportuaires et, coupler l'exportation de l'ananas à celle de la banane. La production d'**oignon** qui se situe à 74.000 tonnes a été multipliée par trois en deux ans pour un marché essentiellement sous régional.

Dans le domaine des **légumes**, le Cameroun a les moyens de s'imposer au niveau de la sous-région comme partenaire commercial important. La production du **haricot** sec s'élève à 200.000 tonnes avec des projections de production à 354.000 tonnes d'ici 2015. Ce produit est très prisé au niveau de la sous-région, en particulier en République démocratique du Congo. Par ailleurs, les haricots verts et les mange-tout s'exportent bien vers l'Europe. La culture des **tomates** est elle aussi prometteuse, avec une production estimée à 400.000 tonnes en 2003 contre seulement 69.000 dans les années 90. Le MINADER entend porter cette production à 700.000 tonnes en 2015.



Les fruits et légumes : une filière très porteuse.

La production des cultures vivrières est importante : en moyenne, le Cameroun produit 2 millions de tonnes de **bananes plantain** ; Les marchés camerounais sont friands de ces denrées et en absorbent 90%. La production de manioc se situe à près de 3 millions de tonnes. Par ailleurs, une transformation industrielle du manioc est en projet, ce qui est fort prometteur pour les planteurs. La production de **maïs** est passée de 585.000 tonnes en 2000 à près d'1 million de tonnes en 2005. Le développement de cette culture est au cœur des préoccupations car elle a des effets d'entraînement importants sur des filières telles que l'aviculture, les industries brassicoles.

La production de **pomme de terre** est en baisse - de 220.500 en 1990, elle est passée à 161.500 en 2002 – alors que ce produit se vend bien chez les voisins. Les autres productions importantes sont celle d'**arachide** (295.00 tonnes annuellement), le **macabotaro** (1,3 million en 2002 contre 540.000 tonnes en 1994), l'**igname** (300.000 tonnes en moyenne), et le **mil** (500.000 tonnes en moyenne).

Au final, l'agriculture vivrière présente des résultats encourageants qui ne suffisent pas à masquer les nombreux problèmes que rencontrent les agriculteurs: les systèmes de production sont extrêmement diversifiés et sont le fait de petites exploitations agricoles d'une taille moyenne de 1,5 Ha. Ces exploitations se caractérisent par une faible productivité de la terre et du travail, la faiblesse des surfaces cultivées, la pénibilité du

travail en raison de son caractère manuel, une main d'œuvre exclusivement familiale et un accès difficile aux intrants agricoles de qualité car très peu d'institutions financières acceptent de financer cette activité. Par ailleurs, les producteurs sont encore mal organisés et ne tirent pas des bénéfices notables de leurs efforts: les produits sont achetés en bord champ à des exploitants qui

ignorent encore tout des mécanismes de formation des prix. Ce sont les intermédiaires (grossistes et semi-grossistes) qui au final, réalisent des marges très importantes sur les prix pratiqués. Il y'a donc nécessité de sortir cette filière de l'informel pour prétendre à un meilleur approvisionnement des marchés nationaux et de la sous-région.

Tableau : Evolution de la production de quelques cultures vivriers (en tonnes)

CULTURES	1990	2000	2001	2002
Ananas	...	41 780	42 857	76 365
Arachide	210 503	184 361	196 702	294 898
Banane/plantain	2 060 829	1 780 783	1 163 744	2 194 544
Gombo	22 286	32 641	32 539	44 508
Haricot/niébé	283 678	171 031	174 848	...
Huile de palme	293 446	132 923	136 277	169 725
Igname	393 567	261 650	262 610	311 353
Macabo/Taro	540 888	1 038 673	1 033 556	1 316 176
Maïs	854 577	584 999	552 543	1 040 442
Manioc	2 814 661	1 894 132	1 918 300	2 619 142
Melon	...	34 169	34 639	34 689
Mil/sorgho	646 952	331 574	289 734	526 649
Oignon	41 329	55 842	67 046	77 204
Pastèque	...	27 490	27 647	42 733
Patate douce	147 691	179 126	174 226	233 639
Piment	...	3 902	6 133	14 888
Pommes de terre	220 547	126 090	130 535	161 566
Riz	73 288	67 470	61 271	78 678
Sésame	...	2 962	2 962	3 989
Soja	...	5 885	5 876	7 917
Tomate	69 419	345 385	371 132	419 123
Voandzou	3 683	8 981	8 495	16 555
Pistache (Egussi)	...	121 123	122 011	134 542

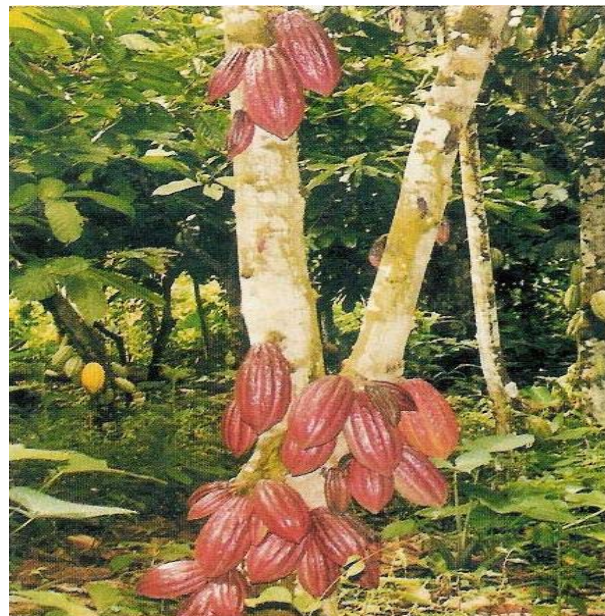
L'AGRICULTURE D'EXPORTATION

Contrairement à l'agriculture vivrière, l'agriculture d'exportation est fondée sur des exploitations agricoles de grande taille (plusieurs milliers d'Ha) plus ou moins intégrées à des complexes agro-industriels. En général, ces exploitations sont spécialisées dans une seule production. C'est le cas de SOCAPALM, PALMOR, et CDC pour le palmier à huile, de SOSUCAM pour le sucre, de CTE pour le thé, de CDC et PHP pour la banane et les ananas, Hévecam pour le caoutchouc. Les opérations culturales y sont mécanisées, les intrants agricoles appropriés, irrigation d'appoint, et conditionnement en station, sont utilisés intensivement et la main d'œuvre est salariée. Les principaux produits sont le café, le cacao, le coton, la banane, le caoutchouc, l'huile de palme et la canne à sucre.

Le cacao

Libéralisée à partir de 1995, la filière café a subit de plein fouet la baisse des cours des matières premières et les agriculteurs sont de plus en plus victimes du diktat des multinationales ADM, Barry-Callebaut et Cargill qui contrôlent actuellement le négoce et près de 80% des exportations.. Ces multinationales ne paient pas plus cher le cacao acheté ; mais étant donné leur surface financière, elles préfinancent les intermédiaires qui vont chercher les fèves en brousse, ce qui permet à ces derniers de payer cash les planteurs. Les négociants qui ont su tisser leur propre réseau d'approvisionnement à l'instar

de ED&F Man, Continaf et Olam se partagent le reste. C'est à peine si ces derniers ne regrettent pas les années post libéralisation pendant lesquelles l'Etat à travers la Caisse de stabilisation garantissait les prix et veillait sur la qualité.



Le Cameroun produit un cacao réputé pour sa couleur et très prisé pour les poudres.

Pendant longtemps, la production a stagné à quelque 110.000-120.000 tonnes jusqu'à la hausse des cours en 2001-2002, ce qui a incité les planteurs à réactiver leurs plantations abandonnées. A la suite de la crise ivoirienne, il y'avait des raisons d'espérer conquérir des parts de marché supplémentaires. Résultat : les volumes obtenus en 2004-2005 ont grimpé à 178.000 tonnes. Sur les marchés internationaux, le cacao camerounais pourtant réputé pour sa jolie couleur orangée et très prisé pour faire la poudre, subit malheureusement une décote de 10 à 15 euros la tonne par rapport au terme de Londres. La raison avancée est le manque de confiance accordée à la qualité. En effet, la fin des prix garantis par l'Etat a conduit les planteurs à livrer les fèves au mieux offrant, même si les

produits ne sont pas été bien séchés. Les produits sont de moins en moins bien préparés et certains planteurs se sont même détournés de la cacaoculture.

Le café

La situation du café n'est pas guère reluisante ; Dans les années 70, le Cameroun produisait en moyenne 32.000 tonnes d'arabica et plus de 95.000 tonnes de robusta. Mais aujourd'hui, la filière est réduite à quelque 10.000 tonnes d'arabica et 65.000 tonnes de robusta. Cette chute s'explique d'une part par la très forte élasticité de la production par rapport aux cours mondiaux depuis que l'élément tampon qu'était la Caisse de stabilisation a été démantelé et d'autre part, par la qualité jugée médiocre des produits qui elle-même est liée à la baisse des prix. C'est pratiquement de l'anarchie qui règne au niveau de la production. Nombreux sont les opérateurs qui ont ouvert des usines de décorticage qui fonctionnent sans contrôle de qualité, il n'y a plus de prix garanti aux planteurs qui ne trouvent plus de raison de bien sécher leur café car les courtiers achètent en tenant compte.

Il y'a urgence à faire respecter les dispositions légales, à améliorer la gestion interne de la filière notamment en donnant toute sa force à la carte professionnelle afin que ce ne soit que des acheteurs agréés qui puissent opérer dans la filière. Les autorités semblent l'avoir bien compris ; Un décret signé le 9 mars dernier crée un Fonds de développement de la caféiculture et de la cacaoculture. Ce Fonds devra assurer le financement et le paiement des prestations relatives à l'appui et à la

relance des filières café et cacao, au soutien à la recherche appliquée sur ces produits et à l'amélioration de la qualité, à l'appui aux programmes de formation et d'information des opérateurs de ces filières, à la promotion de la transformation.

Le Cameroun entend ainsi tourner la page des contraintes qui entravent actuellement le développement de ces filières : forte instabilité des cours et faible rémunération des produits sur les marchés, absence d'outils de financement appropriés, faibles rendements imputables à l'état actuel du verger et aux pratiques culturales, faible lutte phytosanitaire, insuffisance de professionnalisme des acteurs, connaissance approximative des systèmes et méthodes de gestion technique et économique.

La banane dessert

Malgré une conjoncture défavorable depuis quelques années, la production annuelle moyenne de bananes se situe à plus de 300.000 tonnes de bananes, ce qui fait du Cameroun le premier producteur d'Afrique. Les exportations ne cessent de décliner car la filière est tributaire de la réglementation européenne, quasiment son seul débouché: En 2005, le Cameroun a exporté 257.000 tonnes de bananes contre 278.000 tonnes en 2004, 314.000 tonnes de bananes (représentant Fcfa 41,3 milliards) en 2003 et 238.000 tonnes (Fcfa 32 milliards) en 2002 ;

La filière est dominée par deux grands groupes, l'un appartenant à la Compagnie

frutière de Marseille est composé de trois filiales : les plantations du Haut Penja (PHP, 79.366 tonnes en 2005), la société de plantations Nouvelles de Penja (SPNP) et la Société des bananerais de la M'Bomé (SBM, 37.922 tonnes). L'autre producteur dominant est la Cameroon Development Corporation (CDC, 11.000 tonnes), en cours de privatisation et en accord d'affermage avec le géant américain de la banane Del Monte. Le troisième opérateur important de la filière est la Sapaci/ Société des plantations de Mbanga qui produit 29.000 tonnes annuellement.

Les opérateurs de la filière sont préoccupés par la mondialisation. En effet, la filière a été jusqu'à présent protégée par une répartition du marché européen. Sur 4,2 millions de tonnes importées, environ 800.000 tonnes sont des bananes communautaires (Martinique, Guadeloupe...) dont les producteurs bénéficient de subventions, 750.000 tonnes sont des bananes ACP, et 2,5 millions de tonnes proviennent de pays tiers. L'érosion des avantages des pays ACP (une garantie de quota et l'absence de droit de douane) pourrait mettre un sévère coup d'arrêt à leurs activités puisque les latino-américains ont des coûts de production moins élevés et des volumes de production importants.

Ce principe a été dénoncé par l'OMC et le marché devrait être progressivement libéralisé depuis le 1^{er} janvier 2006, date à laquelle sont entrées en vigueur les décisions prises le 29 novembre dernier à Bruxelles. En effet, l'UE a décidé d'appliquer un droit de douane de 176

euros par tonne sur les exportations des pays latino-américains. Cependant, le match semble bien inégal avec les géants d'Amérique Centrale : L'Equateur produit annuellement 4 millions de bananes, le Costa Rica 3 millions. Mais les pays latino américains n'en démordent pas et exigent une application des règles de l'OMC, allusion faite à la règle de la nation la plus favorisée qui impose à tout état qui accorde une préférence commerciale à un partenaire commercial d'étendre cette mesure aux autres. Pressée de toutes parts par les pays américains soucieux d'augmenter leurs exportations, l'UE ne parvient pas encore à trouver un niveau adéquat de taxation qui satisfasse les deux parties.



Une bananeraie au Cameroun : il y'a urgence à accroître les rendements.

Toutefois, en prévision de cette libéralisation, la PHP a déjà investi environ Fcfa 5 milliards dans la mécanisation de la production afin de mieux maîtriser l'environnement et d'augmenter les rendements à 55 tonnes /Ha contre 40 à 45 t/Ha actuellement. Il existe par ailleurs actuellement un plan de Fcfa 25 milliards pour les quatre années à venir, qui sera mis en œuvre en fonction de la réaction des marchés européens.

Cependant, les opérateurs doivent surtout s'atteler à réduire les coûts des intrants (qui sont à 60% importés d'Europe et subissent une taxe à l'importation de 5%, pas toujours récupérable), en particulier les prix des cartons d'emballage (qui sont de loin plus élevés que ceux des opérateurs latino américains) pour être plus compétitifs ; une tâche à la fois compliquée et difficilement réalisable dans le contexte actuel car les 10.000 Ha de bananeraies du Cameroun ne justifient pas l'installation d'une unité de production sur place.

Toujours en prévision de l'entrée en vigueur des règles de l'OMC sur le marché de la banane, les opérateurs de cette filière envisagent de diversifier leurs débouchés : l'Afrique du nord (déjà 50.000 tonnes y sont exportées), l'Afrique du sud, le Sénégal, l'Angola, la Guinée Equatoriale, sont quelques pistes à explorer.

Le coton

Le Cameroun produit en moyenne 240.000 tonnes de coton-graine et quelque 125.000 tonnes de coton fibre. La filière *coton* est gérée par la SODECOTON qui y règne en situation de monopole et encadre près de 350.000 agriculteurs. La filière coton génère plus de 35 milliards de Fcfa de revenus pour les foyers et engendre des retombées très significatives au niveau des opérateurs économiques. Dans l'ensemble, la filière ne se porte pas bien, malgré l'augmentation continue de la production depuis bientôt cinq ans car les prix sur le marché mondial restent en marge de cette embellie. Le prix d'achat au

producteur est passé de Fcfa 195 le kilo pour la campagne 2004/2005 à Fcfa 175 le kilo en 2006 ;

Les producteurs de coton qui ont d'ailleurs signé une pétition à l'OMC pour attirer l'attention de la communauté internationale sur les conséquences néfastes de la politique des subventions agricoles menées par les pays occidentaux, sont de plus en plus découragés, ce qui développe le commerce frauduleux vers le Nigeria. Sur le marché international, les exportations de coton brut sont en légère baisse : elles sont passées de 90.000 tonnes (Fcfa 65 milliards de recettes) en 2001 à 100.000 tonnes (Fcfa 65 milliards) en 2002 avant de retomber à 92.000 tonnes (Fcfa 63 milliards) en 2003, soit une baisse de 8% en volume (et 4% en valeur). En 2004-2005, le Cameroun a exporté 122.000 et les prévisions ne sont guères optimistes pour l'année en cours.



la culture de coton fait vivre plus de 2 millions au Cameroun

Le palmier à huile

La filière palmier à huile est constituée de deux (2) types d'exploitations : les exploitations industrielles et les plantations

villageoises. Citant une récente étude menée par la Banque mondiale sur la filière, cinq opérateurs exploitent 60.784 hectares de palmeraies, la *Socapalm* (27.773 ha), *CDC* (15.607 ha), *Pamol* (9.543 ha), *Safacam* (4.633 ha) et *SPFS* (3.228 ha). En marge de la production du secteur moderne, une forte dynamique autonome de plantations villageoises d'une superficie de 43.000 hectares, s'est développée dans la filière ces dernières années.



La culture du palmier à huile est de plus en plus prometteuse.

La production d'huile de palme brute croît en moyenne de 2% par an depuis 1996/1997. En moyenne, la production du secteur moderne se situe autour de 120.000 tonnes. Avec 64.535 tonnes d'huile de palme et 15.000 tonnes de palmiste, la *SOCAPALM* est le leader de la filière et produit près de 51% de l'offre nationale en huile de palme. Elle est suivie par la *CDC* (22.901 tonnes), et *PAMOL Plantations Ltd* (14.000 tonnes). La quantité d'huile brute produite par le secteur informel est beaucoup plus difficile à appréhender et les différentes études menées sur la filière

l'estiment à près de 30.000 tonnes soit près de 20% de la production nationale.

Cependant, la production de la filière reste largement inférieure à la demande intérieure, dopée par le développement des industries de fabrication de savons et de détergents et dans une moindre mesure, de l'accroissement du nombre d'unités de production artisanale de la provende. Il y'a donc nécessité de mettre sur pied un programme ambitieux de développement et de renouvellement des plantations industrielles aujourd'hui vieillissantes. Les perspectives d'évolution de la production existent à moyen terme avec des gains de productivité attendus sur les nouvelles variétés développées par l'Institut de recherches agricoles (IRA) - les rendements avoisinent le niveau de 20.000 Kg/Ha - , et une exploitation plus rationnelle des plantations. Les réserves de terres disponibles permettent également une augmentation de 25% des surfaces plantées qui passeraient de 60.000 à 75.000 hectares.

Par ailleurs, le Ministère de l'Agriculture a mis en place un programme de développement des palmeraies villageoises (PDPV) pour une période de trois ans. D'un montant de 1,3 milliard FCFA, il vise à aider les petits planteurs à s'organiser, à planter chacun un hectare de palmiers pour avoir des revenus stables toute l'année pendant 25 ans. Il s'agit également d'atteindre une surface cultivée totale entre 8.000 et 10.000 hectares à moyen terme.

Le Caoutchouc

Le Cameroun produit près de 60.000 tonnes de caoutchouc naturel, soit 1% de la production mondiale. L'essentiel de cette production (76%) est exporté notamment en latex centrifugé pour gants et préservatifs, latex granulé, skin pour bottes et roues de brouettes, latex granulé. Les exportations sont en légère hausse, de l'ordre de 9% : En 2003, elles s'élevaient à 41.000 tonnes (soit Fcfa 19 milliards de recettes) contre 37.700 tonnes (Fcfa 16 milliards) en 2002 et 34.500 tonnes (Fcfa 14,6 milliards) en 2001.

Trois sociétés exercent dans la filière : Hevecam (rachetée en 2000, par le Groupe GMG basé à Singapour), exerce en monopole dans la transformation de l'hévéa en caoutchouc traité-latex concentré, granulé, centrifugé. Sa production annuelle se situe à près de 30.000 tonnes. Ensuite viennent, la CDC avec une production annuelle de 26.000 tonnes, la SAFACAM du groupe Bolloré avec 4.000 tonnes.

La canne à sucre

La filière sucrière est dominée par le groupe français Vilgrain à travers la société sucrière du Cameroun (Socucam). Avec 20.000 Ha de surface cultivable, la Socucam produit en moyenne 122.000 tonnes de sucre pour un chiffre d'affaires de Fcfa 38 milliards en 2005. Avec une demande qui se situe à 110.000 tonnes, les choses auraient dues être faciles pour les opérateurs de la filière. Mais tel n'est pas le cas ; En effet, les opérateurs de la filière font face à deux principaux problèmes : d'une part, les subventions européennes rendent

leurs produits plus compétitifs (et accroissent les importations de sucre, près de 40.000 tonnes en moyenne) que ceux des produits locaux. D'autre part, les problèmes de fraude (en provenance du Brésil, du Nigeria et des pays européens), de contrebande et de contrefaçon sont toujours non résolus.



Malgré l'invasion des produits subventionnés et de contrebande, les perspectives restent prometteuses pour le sucre camerounais.

Pour unir leurs forces et parler d'une seule voix, plusieurs industries de la sous-région ont créé le groupement des professionnels du sucre de la Cemac. Ils entendent garantir la pérennité de la filière sucrière d'Afrique centrale. L'une des actions envisagée à très court terme est la création d'un marché commun du sucre (intégration régionale à travers l'harmonisation de la protection tarifaire vis-à-vis du sucre d'origine extra-communautaire, réaffirmation explicite du libre-échange pour le sucre produit dans la sous-région et suppression de toutes les barrières non-tarifaires au commerce intra-régional). Ceci permettra également la mise en place d'un mécanisme de suivi visant, sur le court terme, à créer de la visibilité pour les opérateurs de la filière et sur le long terme, de gérer au mieux les excédents une fois que

L'autosuffisance recherchée sera atteinte. Avec l'annonce de la réforme européenne de sucre, l'on se prend déjà à rêver de lendemains qui chantent pour les opérateurs de la filière qui ont des prix de revient plus bas que ceux de leurs homologues européens et pourront ainsi conquérir de nouveaux marchés.

Le thé

Le thé camerounais est de très bonne qualité mais n'est pas suffisamment promu sur le marché local, bien que très prisé à l'exportation. Sa production est très fluctuante d'une année à l'autre et se situe en moyenne autour de 4.500 tonnes par an. Fleuron de la CDC, la filière thé a été cédée à la société Sud-africaine Brobon Finex Limited, qui a créé une société de reprise dénommée Cameroon Tea Estates (CTE). L'entreprise sud-africaine entend réaliser un programme

d'investissement de plus de 8 milliards de F CFA d'ici 2012 avec pour objectifs d'augmenter la production de thé et d'étendre la surface totale de production à près de 3.000 hectares.

Une autre initiative privée est fort prometteuse pour le développement de cette culture au Cameroun : il s'agit de la Ndawara tea estates, une plantation de thé qui s'étend sur 5.000 Ha donc une pépinière comprenant 5,5 millions de plants, située à Ndawara dans le Nord-ouest du pays. Le promoteur de cette entreprise qui bénéficie de l'expertise de la coopération indienne envisage de transformer sur place.

Tableau : Evolution de la production des principaux produits d'exportation (en millier de tonnes)

PRODUITS	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2005 (estimation)	Objectifs 2010	Objectifs 2015
Ananas d'exportation	8,0	5,2	10,3	7,8	5,8	4	12	20
Cacao	127,0	125,0	116,0	122,6	...	140	263	320
Café Arabica	11,1	19,5	10,3	8,5	...	10	13	15
Café Robusta	52,5	93,0	87,7	77,7	...	50	75	110
Caoutchouc	57,0	53,1	58,4	56,0	46,9			
Coton (graine)	181,6	194,7	196,2	230,9	246,1	270	330	400
Coton fibre	73,1	75,1	79,8	85,0	...			
Huile de coton		14,8	15,0	96,9	51,0			
Huile de palme	97,7	96,9	116,6	125,7	140	177	248	350
Thé	4,2	4,0	4,6	4,0	4,0			
Bananes d'exportation	197,8	198,1	240,1	250,0	283,6	300	400	500

Source : MINADER

POLITIQUE AGRICOLE

A la suite de la chute drastique des cours mondiaux des produits de rente à la fin des années 80, le secteur agricole a connu une crise qui a obligé le gouvernement à engager certaines réformes notamment : la libéralisation progressive de la commercialisation des intrants et produits d'exportation traditionnels, la privatisation des activités de développement, la restructuration des entreprises d'Etat, la responsabilisation des agriculteurs par la mise en place de nouvelles coopératives (Loi du 14 août 1992). Aujourd'hui, à l'exception de la filière coton, toutes les autres filières ont été libéralisées laissant ainsi la place aux initiatives privées. Le marché des intrants a été libéralisé en 1994.

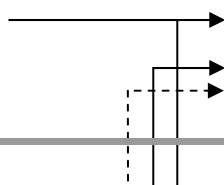
Cette stratégie est aujourd'hui renforcée par le souci de relever les principaux défis qui se posent au secteur agricole. Le MINADER s'est fixé cinq objectifs de politique à savoir : (i) assurer la sécurité alimentaire ; (ii) contribuer à la croissance des exportations ; (iii) accroître le revenu des producteurs ; (iv) améliorer les conditions de vie des agriculteurs ; et (v) assurer une meilleure utilisation et une gestion du capital naturel.

Pour atteindre ces objectifs de politique, le MINADER se fixe sept objectifs stratégiques. Les programmes visent à créer les conditions d'un développement durable en intervenant sur les facteurs clefs, tels qu'ils ont été mis en évidence dans l'identification des contraintes au développement des filières agricoles.

Le premier objectif stratégique par exemple vise à accroître de manière durable la production d'ici 2015 pour les filières jugées stratégiques. Il s'agira surtout d'agir sur plusieurs axes notamment faciliter l'accès aux intrants agricoles, promouvoir la création d'unités de transformation par la mise à la disposition des investisseurs des terres sécurisées et d'un cadre incitatif et favorable pour ce type d'investissement, promouvoir la mécanisation, de même que la vulgarisation de l'innovation technologique et enfin, développer un système d'information efficace qui permette aux producteurs d'être informés en continu sur les cours réels de leurs produits. La figure de la page suivante indique les liens existant entre les objectifs de politique et les six premiers objectifs stratégiques, le septième étant transversal aux six premiers.

Figure : Liens entre objectifs de politique et objectifs stratégiques du MINADER

OBJECTIFS DE POLITIQUE	OBJECTIFS STRATEGIQUES	PROGRAMMES
Améliorer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires (3100 kcal/hab/jr en 2015)	1. Développer durablement les productions et l'offre agricoles (doublement des principes productions agricoles d'ici 2015)	1.1 : Programme de développement des exploitations 1.2 : Programme de développement de l'offre d'intrants 1.3 : Programme de renforcement de la compétitivité des produits agricoles et horticoles 1.4 : Programme de développement des organisations professionnelles agricoles 1.5 : Programme national de vulgarisation et de conseil agricoles
Contribuer à la croissance, aux exportations et à l'emploi (croissance du PIB agricole : 6%/an doublement des exportations en 2015, installation de 50 000 jeunes par an en agriculture)	2. Gérer durablement les ressources naturelles (60 000 ha irrigués en 2015, dispositifs anti-érosifs sur 1000ha/an 20% de la sole sous CV en zone fragile)	2.1 : Programme de gestion des sols en agriculture 2.2 : Programme de maîtrise de l'eau en agriculture
Accroître le revenu des producteurs (réduction de 50% de la pauvreté rurale d'ici 2015)	3. Promouvoir le développement local et communautaire (1500 km de pistes réhabilitées/an, 60% des villages ont établi un plan de développement d'ici 2015)	3.1 : Programme de développement communautaire et d'amélioration du cadre de vie - Développement des capacités - Développement des infrastructures rurales - Appui à l'amélioration du cadre de vie
Améliorer les conditions de vie des populations rurales (garantir un accès aux équipements socio-économiques de proximité)	4. Développer les mécanismes de financement adaptés (offre additionnelle de crédit adapté à hauteur de 40 milliards de FCFA/an)	4.1 Programme d'appui au financement
Valoriser le capital naturel (meilleure gestion de la fertilité des sols, de l'utilisation de l'espace et de la ressource en eau)	5. Développer l'emploi et la formation agricole (15 000 installations de jeunes appuyées par an, 30 000 producteurs formés par an)	5.1 : Programme de rénovation et de développement de la formation professionnelle agricole 5.2 : Programme d'appui à l'installation des jeunes en agriculture
Valoriser le capital naturel (meilleure gestion de la fertilité des sols, de l'utilisation de l'espace et de la ressource en eau)	6. Gérer les risques d'insécurité alimentaire (gestion durable des facteurs de risque)	6.1 : Programme national de gestion des risques d'insécurité alimentaire
Valoriser le capital naturel (meilleure gestion de la fertilité des sols, de l'utilisation de l'espace et de la ressource en eau)	7. Développer le cadre institutionnel (maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage améliorées)	7.1 : Programme de renforcement des capacités de mise en œuvre de la stratégie 7.2 : Programme national de statistiques agricoles et alimentaires 7.3 : Programme de promotion d'un environnement législatif et réglementaire incitatif 7.4 : Fonctionnement du Ministère



PERSPECTIVES

Dans l'ensemble, les perspectives d'expansion des activités agricoles sont très intéressantes dans la mesure où :

- (i) les terres arables sont encore abondantes; Le Cameroun dispose de ressources foncières sous exploitées ; Sur 9,2 millions d'Ha utilisables à des fins agricoles, seulement 1,8 million d'Ha (soit 26%) sont effectivement cultivées. Ce qui laisse de l'espace pour de futures expansions ;
- (ii) la ressource humaine est disponible et peu chère ;

- (iii) les institutions de recherche-développement existent, et ont restructurées grâce à l'appui des bailleurs de fonds.

Les estimations des autorités camerounaises tablent sur une croissance de 8% du PIB agricole d'ici 2015. Cette tendance sera soutenue par l'explosion démographique des principales villes Douala et Yaoundé et de la réalisation des routes devant relier le Cameroun aux états de la zone CEMAC.

Tableau : les comptes agrégés de la filière agriculture

Libellé	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Production (en Fcfa milliards)	571,7	740,9	857,8	914,3	1023	1091	1184	1179	1304	1377	1414
Agriculture vivrière	472,38	585,98	678,11	711,21	771,42	833,66	930,33	934,91	1043,47	1128,42	1143,06
Agriculture d'exportation	99,35	154,91	179,68	203,09	251,5	257,29	253,26	243,62	260,85	248,76	270,78
Valeur ajoutée (en Fcfa milliards)	511,57	645,01	718,08	786,73	884	961,35	989,26	1007,28	1096,45	1189,43	1204,36
Agriculture vivrière	456,48	550,48	619,68	665,34	719,5	793,19	847,62	877,03	963,66	1050,32	1058,21
Agriculture d'exportation	55,09	94,53	98,4	121,39	164,5	168,16	141,64	130,25	132,79	139,11	146,15
VA informelle (en Fcfa milliards)	482,61	596,8	669,07	721,43	794,99	872,41	915,3	938,59	1026,16	1115,3	1125,93
Agriculture vivrière	456,21	550,15	619,23	662,63	715,53	789,89	845,62	874,78	960,9	1046,98	1054,47
Agriculture d'exportation	26,4	46,65	49,84	58,8	79,46	82,52	69,68	63,81	65,26	68,32	71,46
Excédent Brut d'Exploitation (en Fcfa milliards)	479,48	617,08	688,44	763,51	869,9	944,97	970,85	982,15	1066,15	1157,95	1203,02
Agriculture vivrière	455,76	549,71	618,88	664,12	716,29	787,73	842,75	874,27	960,83	1047,4	1113,37
Agriculture d'exportation	23,72	67,37	69,56	99,39	153,61	157,24	128,1	107,88	105,32	110,55	89,65
Salaires versés (en Fcfa milliards)	25,51	27,4	29,22	21,72	14,07	16,17	17,91	24,66	29,84	30,93	59,41
Agriculture vivrière	0,7	0,77	0,79	1,03	3,19	5,45	4,86	2,76	2,82	2,92	3,42
Agriculture d'exportation	24,81	26,63	28,43	20,69	10,88	10,72	13,05	21,9	27,02	28,01	55,99
Consommation finale (en Fcfa milliards)	485,47	620,64	709,99	791,74	870,09	934,06	966,84	999,68	1077,84	1188	1266,78
Agriculture vivrière	483,14	617,81	705,21	753,4	814,04	882,99	923,94	955,38	1031,95	1136,01	1211,34
Agriculture d'exportation	2,33	2,83	4,78	38,34	56,05	51,07	42,9	44,3	45,89	51,99	55,44
Exportations (en Fcfa milliards)	82,56	112,14	124,55	103,48	111,7	111,7	112	108,03	113,41	118,76	117,74
Agriculture vivrière	3,85	4,36	1,79	2,4	1,72	5,01	10,51	10,83	10,92	11,57	11,97
Agriculture d'exportation	78,71	107,78	122,76	101,08	109,98	106,69	101,49	97,2	102,49	107,19	105,77
Effectifs (en milliers)	2235,9	2281,91	2355,99	2551,75	2750,78	2838,74	2884,75	2950,97	3191,29	3584,24	3855,18
Agriculture vivrière	1563,82	1596,11	1648,23	1797,62	1952,46	2012,75	2040,67	2040,87	2185,16	2381,81	2546,3
Agriculture d'exportation	672,08	685,8	707,76	754,13	798,32	825,99	844,08	910,1	1006,13	1202,43	1308,88

Source : INS, Les comptes de la nation camerounaise, 2005